

ACTION

N° 26 • JEUDI 19 SEPTEMBRE 1968 • PRIX : 0,50 F • REALISE AU SERVICE DES COMITES D'ACTION • ACTION : 52, RUE GALANDE, PARIS-5^e, Tél. 633-76-61 et 633-26-67

Université de Paris le 10-9-68
Le Doyen
de la
Faculté des Sciences
M. PARISOT
La habilité à effectuer : tous les contrôles
de tous les points de la Faculté, tous les contrôles
à l'adhésion de la Faculté à tout niveau
pris en la nuit
Le Doyen
Marc Lamant

PREMIERE
REFORME:
LES FLICS

ILS ONT PEUR !

Trouvez-vous normal que presse et radio usent tant d'encre et de salive pour expliquer que les examens se déroulent normalement ?

Est-ce une situation « normale » que celle où, à moins d'une semaine d'élections sénatoriales et de la rentrée parlementaire, on s'extasie sur le calme des salles d'examen ?

Non ! Ce n'est pas une situation « normale ». Si la situation était « normale », la bourgeoisie ne s'intoxiquerait pas elle-même en cherchant à se convaincre, par des moyens grossiers, que tout va pour le mieux dans la société qu'elle gouverne.

D'ailleurs, qu'est-ce que c'est qu'une situation « normale » ? Ce n'est pas seulement pour l'Université qu'on emploie ce vocable ; pour les affaires économiques, la radio dit : « Le Gouvernement souhaite un retour à la normale ». Pas besoin d'avoir fait de longues études pour comprendre alors ce que ce « normal » veut dire : la situation « normale » c'est celle où la bourgeoisie a les affaires bien en main. La situation « normale » c'est celle où les ouvriers travaillent tandis que leurs centrales syndicales négocient, que les députés font semblant de prendre des décisions ; tout ceci pour que le patronat puisse empocher ses profits avec suffisamment de tranquillité pour prévoir ceux des années suivantes.

Cette situation n'est pas pour nous normale. Elle implique l'exploitation de millions de travailleurs, plusieurs centaines de milliers de chômeurs, plusieurs millions de travailleurs étrangers privés de tout droit politique et syndical, des problèmes sociaux (enseignement, logement, santé et culture) qui ne sont pas réglés parce que ce n'est pas rentable économiquement.

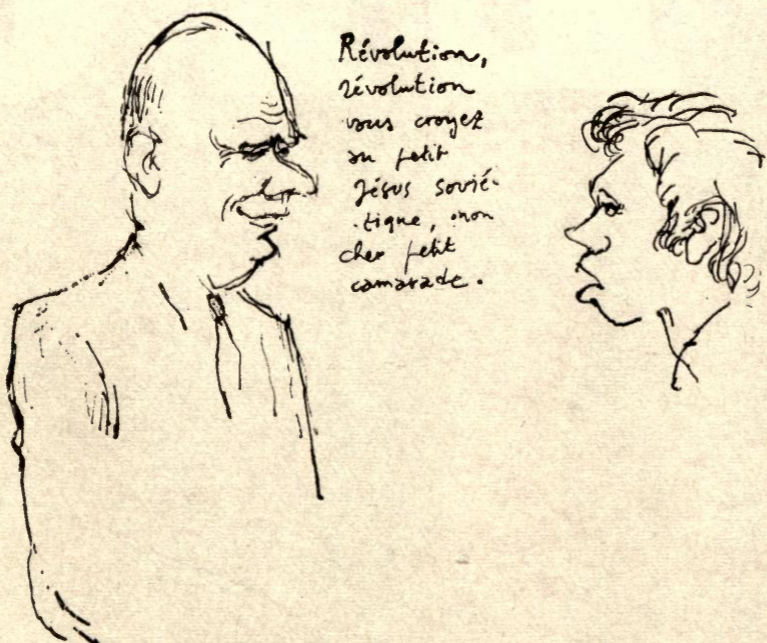
Tout cela n'est pas normal, comme il n'est pas normal que le gouvernement français intervienne hier au Gabon, aujourd'hui au Tchad.

Nous sommes des millions à ressentir que ce n'est pas normal. Des millions de travailleurs, d'étudiants, de lycéens. L'approche de ces problèmes par les uns et les autres est encore très diverse, à cause de nos conditions sociales différentes, parfois à cause de conceptions idéologiques différentes. Malgré cela, malgré les appareils de répression et les bureaucraties des partis et des syndicats, nous savons, pour l'avoir ensemble vécu, que l'action paie. Cette idée est devenue une force politique. Ceux qui défendent cette société s'en sont rendu compte. Ils ont perdu le monopole de l'initiative et cela leur donne peur.

C'est en cela que les examens sont révélateurs. Ce sont les technocrates de l'Université, ceux qui veulent la transformer en usine à cadres dociles qui ont le plus peur. En juin, c'est Aron, sociologue du « Figaro », qui réclame un C.D.R. de l'enseignement supérieur ; en septembre, c'est Zamansky qui s'affole et embauche des barbouzes ! Remercions-le de nous avoir ainsi offert un succès à peu de frais, puisqu'il a été obligé de retirer ses mercenaires. A peu de frais, car finalement il faut bien l'avouer, messieurs du gouvernement, les étudiants n'ont pas encore « mis le paquet ». Vos réactions ne sont que plus exemplaires. Vos sous-fifres perdent la tête. Votre fébrilité à propos des examens cache mal les divisions qui existent parmi vous au sujet de la réforme de l'Université. Car enfin, c'est un bien faible pouvoir que celui qui revendique pour succès les paquets de copie à corriger.

Même si les travailleurs sont loin d'avoir compris clairement les raisons pour lesquelles les étudiants veulent modifier leurs examens, ils peuvent constater que la combativité étudiante est plus forte qu'on aurait pu le supposer. En se battant, les étudiants dissipent les espoirs de récupération qu'Edgar Faure, « Le Monde » ou tel ou tel parti pouvait entretenir. C'est pourquoi « L'Humanité » aboie avec les loups. Après Marchais c'est Leroy qui reproche aux étudiants de ne pas vouloir plus de fils d'ouvriers dans l'Université. Une canaillerie de plus. Il faut dire que dans la calomnie contre les étudiants, on a les coudees franches, même « Le Monde » desserre sa cravate pour condamner « les mauvais bergers ».

Voyez comme les bourgeois ont peur d'un troupeau de moutons ! Cela veut dire qu'ils feront d'autres fautes. Travailleurs et étudiants ont, pour les batailles que l'on sent venir, de solides atouts. Ce qui est au programme aujourd'hui c'est de développer notre opposition. Idéologiquement et pratiquement.



Révolution, révolution vous croyez en fait Jésus socialiste, mon cher petit camarade.

Michèle Firk : Demain, l'internationale

Le 12 septembre dernier, Michèle Firk est morte à Ciudad, Guatemala. Selon la police, venue l'arrêter pour sa participation à l'exécution de l'ambassadeur américain, Michèle s'est suicidée. Pour une fois, peut-être, des policiers n'ont pas menti : Michèle était membre des Forces Armées Révolutionnaires (F.A.R.) ; elle connaissait les méthodes bestiales qui font régner au Guatemala la terreur blanche pour le plus grand profit de l'United Fruit ; elle avait suffisamment de fermeté pour préférer la mort au risque de parler. Peut-être saurons-nous la vérité un jour. L'essentiel demeure cependant que Michèle Firk est morte dans le combat révolutionnaire, victime de la police.



Michèle était notre camarade. Beaucoup parmi nous avaient eu l'occasion de la connaître ; surtout, la lutte qu'elle avait choisie de mener était, par sa nature, par ses objectifs, identique à celle que nous menons ici. La lutte aux côtés des révolutionnaires guatémaltèques n'était pour elle qu'un moyen, parmi d'autres, de lutter contre l'impérialisme, pour la révolution socialiste mondiale. Elle a quitté Paris au plus fort des combats de mai, en écrivant : « Je ne peux plus remettre mon départ, car je ne suis pas seule en cause. Les camarades m'attendent là-bas. Mais, pour un peu, je regretterais de partir car les manifestations, les barricades vont dans le même sens que notre lutte armée... »

Il faudrait parler longuement du courage, de la résolution, de tout ce qui rend Michèle irremplaçable à ses amis. Mais, pour les lecteurs d'Action, Michèle n'aurait pas envisagé d'autre message que celui de son engagement et de ses actes politiques.

Michèle Firk avait adhéré au communisme en 1956, quand elle avait 19 ans. Elle s'est vite aperçue que le parti qui se réclamait de la tradition d'Octobre 1917 avait cessé depuis longtemps d'avoir la moindre volonté révolutionnaire. Dès lors, pour Michèle, les choses étaient simples : il fallait se battre pour reconstruire le mouvement révolutionnaire, il fallait lui donner une nouvelle naissance, dans l'action. Michèle, pendant 5 ans, travaille avec le F.L.N. algérien, participant à l'organisation de l'évasion de six militants de la prison de la Roquette, transportant des armes...

Michèle refusa, au lendemain de l'indépendance algérienne, de considérer qu'elle pouvait s'arrêter après avoir fait sa part du travail. Elle refusa de faire aux anciens camarades de combat la moindre concession de principe.

Michèle partit travailler à Cuba, dans sa spécialité professionnelle, la réalisation cinématographique. Elle s'identifia avec la révolution cubaine, parce que « la première, elle renoue avec la vraie tradition d'octobre, celle des Soviets, de la démocratie révolutionnaire... Parce qu'elle met en pratique l'internationalisme... »

L'ÉCHELLE MOBILE OUI ! MAIS COMMENT ?

La C.G.T., dans le dernier numéro de « Vie Ouvrière », reprenant l'estimation de l'I.N.S.E.E., chiffre à 13,5 % de moyenne l'augmentation des salaires finalement obtenue après la grève générale de mai. Mais cette appréciation optimiste doit être tempérée par le fait qu'à ce jour le tiers de cet acquis a été épongé par les augmentations de prix, hausses des tarifs publics et nouvelles taxes.

Démontrer l'inutilité du combat des travailleurs, c'est ce que cherche le patronat et le gouvernement afin de poursuivre et renforcer leur domination.

La démonstration de l'inutilité de la lutte, le patronat la tente surtout sur les salaires. Car elle aura, là, valeur universelle. Elle sera ressentie et vécue par chaque travailleur.

Réclamer sur ce point comme le fait la C.F.D.T. « un contrôle draconien des prix et des sanctions visant les hausses spéculatives » assorties de quelques conseils aux capitalistes pour accroître l'expansion est une sinistre plaisanterie : un contrôle gouvernemental sur les prix patronaux c'est laisser aux capitalistes toute latitude pour parfaire et accroître leur système.

Trois mois après juin, les travailleurs commencent à faire l'expérience que seule l'indexation réelle des salaires sur les prix, l'échelle mobile, leur permettront de ne pas voir remis en cause dès le lendemain de la lutte, des avantages acquis au cours de celle-ci.

Mais le problème est de savoir si le mot d'ordre « échelle mobile » restera une pieuse proclamation, une belle inscription sur un calicot, un 1er mai où on lira « 20 ans ça suffit ». On ne peut oublier que Krasucki avait, avant la reprise, proposé aux travailleurs de Renault l'échelle mobile comme un préalable au retour au travail. La proposition a été mise sous le boisseau sans que cela soit justifié.

Cette juste revendication reprise par la C.G.T., susceptible d'être comprise par tous les travailleurs parce qu'ils voient leurs acquis s'amenuiser, pose des problèmes qu'il n'est pas possible d'éluider. En premier lieu, celui des forces, des moyens qui permettront l'aboutissement victorieux de cette revendication : si le mouvement de grève de

mai-juin, avec 10 millions de travailleurs occupant les usines n'a pu faire mieux sur le plan économique que d'obtenir des augmentations de salaires aujourd'hui remises en cause, quel est le mouvement qui permettra d'obtenir satisfaction sur une revendication qui touche aux mécanismes mêmes de l'économie capitaliste ? Quelles étapes sont proposées pour aboutir au mouvement de masse d'ensemble qui est le seul concevable devant un tel problème ?

C'est la volonté d'action, la combativité des travailleurs qu'il s'agit aujourd'hui de faire renaitre.

C'est leur volonté d'action, leur combativité qu'il s'agit aujourd'hui de faire renaitre si l'on veut, autrement que dans les mots, atteindre des objectifs aussi ambitieux que l'indexation des salaires sur les prix, ou simplement s'opposer à la répression, obtenir plus de libertés syndicales, arracher les revendications de mai non satisfaites : réduction du temps de travail, abaissement de l'âge de la retraite, abrogation des lois antisociales, etc., la liste est si longue.

Cette voie-là n'est pas celle suivie par les directions syndicales : la riposte à la répression n'est pas à la mesure de la répression. Il suffit de constater que la presse n'y consacre qu'une petite place comme si la revanche attendue du patronat était inévitable. Les sanctions prises par des sections syndicales contre des travailleurs, justement parmi les plus actifs en mai, sont inquiétantes ; la réticence des délégués syndicaux d'aller discuter chez le patron avec des travailleurs non syndiqués, désignés par leurs camarades de travail à cause de leur activité, n'est pas de mise (à Roussel-Uclaf, à Romainville, les 150 travailleurs d'un atelier parmi lesquels une majorité de syndiqués, ont finalement imposé qu'ils soient représentés par deux délégués et deux travailleurs non syndiqués aux discussions avec la direction).

Les comités d'action qui orientent leurs activités vers les entreprises de leurs quartiers ont, dans cette mise en mouvement, leur rôle à jouer. Pas en donnant des leçons, mais, par exemple, en ouvrant le débat sur l'échelle mobile des salaires.

BEZONS : LA C.G.T. FACE A LA RÉPRESSION

Profitant des vacances, la direction de la Standard Products, en la personne de son directeur, M. Smadja, licencié deux des principaux responsables syndicaux C.G.T. de l'entreprise. Motif donné : assurer la bonne marche de l'entreprise. Dès le 26 août, une succession de grèves tournantes sont déclenchées : elles se poursuivent pendant une dizaine de jours.

Mardi 10 septembre, le secrétaire général C.G.T. du Joint Français organise dans l'usine, avec l'accord du patronat, une réunion dans le but d'élire de nouveaux délégués syndicaux et surtout de rechercher les meilleurs moyens d'action pour affirmer la solidarité des ouvriers du Joint Français avec les licenciés de la Standard Products.

Le lendemain il est licencié. La C.G.T. distribue un tract appelant les ouvriers à la grève et déclarant que « si cette action n'aboutissait pas à la réintégration des licenciés, les travailleurs et travailleuses de Bezons, conscients de la force qu'ils représentent, répondraient par un large mouvement de masse à l'intransigeance patronale ». Jeudi matin, la grève est totale au Joint Français.

Des commissions regroupant des délégués C.F.D.T. et C.G.T. d'une part, des membres du patronat et de l'inspection du tra-

vail d'autre part, se réunissent à la sous-préfecture. Les négociations durent deux jours et n'aboutissent pas à la réintégration des licenciés.

Lundi, à l'appel des syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.O. de Bezons, alors que la grève totale continue au Joint Français, une consigne d'arrêt de travail de deux heures est lancée à l'ensemble des travailleurs de Bezons. Les débrayages ont lieu dans une quinzaine d'entreprises (Celophane, Kléber-Colombes, Otis, la Melle Bezons, etc.) Les travailleurs manifestent dans les rues de la localité et des délégations se rendent aux portes de l'usine sans obtenir satisfaction.

Mardi matin, un meeting se tient aux portes de l'usine. Le responsable C.G.T. licencié demande lui-même aux ouvriers d'abandonner la lutte et de reprendre le travail. Ceci est formulé dans un tract de la C.G.T. : « Conscient des sacrifices consentis par l'ensemble des travailleurs de l'entreprise et de l'intérêt de l'unité que nous devons sauvegarder, votre syndicat, face à ses responsabilités, vous appelle à reprendre le travail. »

« LA LUTTE N'EST PAS FINIE — ELLE CONTINUE. »

« Elle se fera sous les formes les plus appropriées pour amener l'intransigeance patronale à de plus justes proportions. »

EDGAR FAURE RENTRE DANS LE RANG

Pressés par une rentrée qui avait fort mal commencé, les frères ennemis de la famille gaulliste se sont réconciliés, au terme d'un débat dont Robert Poujade s'est plu à souligner le « niveau intellectuel élevé et parfait sur le plan moral ». Prochainement revêtu de l'imprimatur gouvernemental, le projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur pourra, sans grand risque, affronter l'assemblée croupion. Chacun, il est vrai, y a mis du sien : Pompidou a abandonné le comité de surveillance dont il voulait doter Edgar Faure et le ministre reconnaissant a assuré l'U.D.R. qu'il réprimerait sans faiblesse les étudiants, ajoutant : « Je n'admettrai jamais que le drapeau noir ou rouge flotte sur un établissement contrôlé par moi ».

Cette charte octroyée de l'université répond aux aspirations des arriérés mentaux de l'U.D.R. et c'est le principal. Faute de prévoir un corps de police affecté en permanence aux facultés et mis à la disposition d'un doyen de droit divin, le texte ne saurait satisfaire pleinement Zamansky, mais il se consolera en apprenant que le ministère prévoit explicitement une orientation sélective tout au long du secondaire et du supérieur.

UN DEBAT TRUQUE

Des deux tendances qui se sont affrontées si courtoisement depuis trois semaines, les partisans de la répression l'ont emporté, même si Marcellin n'a pu obtenir que le projet facilite explicitement l'intervention de la police à l'université. Il lui faudra donc les déguiser en étudiants.

Le réformisme timide du cabinet d'Edgar Faure n'a pas résisté aux élus de la grande peur de mai : autonomie, cogestion, libertés politiques ne figurent plus dans le texte qui ne sera soumis au Conseil des ministres que pour mémoire.

L'autonomie, si elle prévoit des Conseils élus représentant toutes les catégories universitaires ne laisse aucun pouvoir à ces conseils entièrement soumis en fait à la tutelle du recteur, véritable préfet de l'université.

La cogestion, paritaire dans son principe, voit exclue de ses compétences l'organisation de l'enseignement et des examens.

Quant à la liberté politique de l'université, elle devient dans

le texte « liberté d'information à l'égard des problèmes politiques, économiques et sociaux dans des conditions qui ne portent pas atteinte aux activités d'enseignement et de recherche, qui ne prêtent pas à monopole ou propagande et qui ne troublent pas l'ordre public ».

On soulignera à juste titre que ces formulations restreignent les projets initiaux du ministre sous la pression de l'U.D.R. et des C.D.R. de l'université. Il faut croire que ces restrictions sont suffisamment conformes à l'esprit du projet pour que le ministre les accepte et les partage. Comme le dit si gentiment « La Nation » : « Au fond, les reproches faits à M. Edgar Faure portaient beaucoup sur des questions de style ».

Du plan Fouchet au projet Faure, il n'y a guère de ruptures et l'université napoléonienne ne souffrira guère de l'introduction des nouvelles mesures. Pour l'anecdote, il est intéressant de noter que l'université bourgeoise n'est même plus capable d'accepter la moindre manifestation critique en son sein. C'est tout ce que nous apprend ce faux débat qui contente tellement la moralité de M. Poujade. Mais cela nous donne aussi la mesure des organes mis en place par le projet de loi.

COGERER LA REPRESSION

Néanmoins, il faut que les étudiants participent. Etant exclu que cette participation s'exerce dans l'organisation des études, la critique du contenu des cours, le choix des enseignants, le recrutement de l'université, le système des examens, quel sera le domaine cogéré ? La vie à l'université ? Les séances d'informations extra-universitaires ? La couleur des murs ?

Déjà quelques universitaires avancent l'idée d'élections obligatoires par les étudiants. Craint-on le peu d'enthousiasme des étudiants ? A quand le syndicat obligatoire à l'espagnole pour participer davantage encore ? Liant sans vaine pudeur l'auto-discipline au maintien de l'ordre, le projet est finalement explicite sur ce point : ce qu'on attend des étudiants c'est qu'ils deviennent leurs propres flics, encadrés certes par des professionnels et quelques professeurs, experts en délation comme Deloffre ou Zamansky.

Il est vrai que le système pré-

voit une cogestion élargie dans le troisième cycle de l'enseignement supérieur. Une fois franchis tous les barrages, à l'issue de l'enseignement dogmatique et stupide, sanctionné par des examens « sélectifs », débarrassé des fauteurs de troubles, des inadaptés à cette éducation soumise à l'ordre moral et de tous ceux qui auraient dû quitter l'université, alors on peut confier à l'élite une parcelle du pouvoir. Elle l'a bien méritée.

LE POUVOIR NE SE NEGOCIE PAS

Il a suffi de quelques mots malheureux : autonomie, cogestion, libertés politiques, prononcés par un ministre imprudent pour qu'immédiatement la coalition gaulliste se mobilise. La Faculté de médecine est investie par les flics et les barbouzes, l'école des Beaux-Arts est reprise par la police. Deloffre lance sur les ondes un appel général à la répression, Zamansky dénonce par lettre les brebis galeuses de sa faculté. Chaque examen passé devient

— on se demande bien pourquoi ? — une victoire gouvernementale qui fait la « une » de « France-Soir » et occupe les ondes. De quoi ont-ils tous peur ? Des « groupuscules irresponsables » ? D'une poignée d'intellectuels récalcitrants ? Ou bien de ce que le « malaise » universitaire apparaisse pour ce qu'il est vraiment : la faillite de l'université bourgeoise, dénoncée par le mouvement de mai comme la faillite d'une société et d'un régime. Alors toute liberté devient un danger mortel, toute critique une entreprise subversive. Et même les réformes les plus évidentes, les plus nécessaires à la survie du système sont incompatibles avec les besoins de la répression. Le capitalisme ne s'affaiblirait pas en transformant un système d'examen inadapté aux nécessités mêmes du régime capitaliste, en décentralisant une administration auto-asphyxiante, en élargissant les compétences des assemblées de faculté, voire même en accordant quelques locaux universitaires aux organisations étudiantes. Mais si toute réforme doit apparaître comme une réponse positive aux « contestataires » inventés pour la circonstance, elle devient aussitôt un instrument dangereux qui déséquilibre l'ensemble de l'édifice. Les examens du C.P.E.M. sont, à cet égard, une bonne leçon. Pour qu'il y ait réforme, il faudra au préalable que toute expression révolutionnaire ait disparu des facultés, que toute tentative de lier le sort de l'université à celui de la société soit étouffée et réprimée. C'est ce que voulaient Zamansky et Poujade et c'est ce qu'Edgar Faure vient d'entériner.

SCANDALEUSE SEQUESTRATION DE BERNARD HERZBERG

Bernard Herzberg, secrétaire général du S.N.E.-Sup., a été séquestré pendant plusieurs heures à la Faculté de Médecine le vendredi 18 juin.

Enseignant dans cette faculté, il s'était présenté au début de la matinée pour, comme les jours précédents, observer ce qui se passait dans sa faculté. Plusieurs enseignants le laissèrent entrer, ce qui témoigne que sa présence était normale, mais il fut entouré rapidement par quelques enseignants dont les liens avec les « supplétifs » sont connus : ceux-ci, au nombre d'une dizaine, après lui avoir dénié le droit d'être présent, lui demandèrent de sortir, puis se ravisant l'immobilisèrent dans un coin de la faculté.

B. Herzberg se vit refuser l'autorisation de sortir, de téléphoner ou de rentrer en contact avec le doyen. Il fut surveillé par les supplétifs et un enseignant-flic de la Faculté de Médecine : Desgrez.

Pendant ce temps, les étudiants et enseignants, mis au courant, se rassemblaient devant la faculté et criaient : « Libérez Herzberg » sous les fenêtres.

UN SUPPLETIF REPENTANT

Enfin, vers 11 h 30, Herzberg pouvait voir le doyen et il ressortait vers 12 h 30, soit après plusieurs heures de séquestration par les supplétifs.

A la conférence de presse tenue par le S.N.E.-Sup. l'après-midi, un supplétif repentant (il ne nous appartient pas d'estimer le degré et le motif de son attitude) devait apporter des précisions intéressantes sur ces appariteurs musclés dont le doyen a finalement reconnu la réalité le jeudi après-midi et dont le ministre de l'Education nationale avait reconnu vendredi dernier l'existence en disant qu'ils n'interviendraient plus dorénavant.

Ces précisions, les voici :

Recrutement : il est assuré par un bureau d'emploi domicilié 5, rue de Solferino et dirigé par un certain Kenp qu'assiste un directeur des opérations, Lemoine.

125 F PAR JOUR

A la Faculté de Médecine, le commando d'une quarantaine d'individus était sous la direction d'un colonel en retraite, Collet,

maintenant bien connu des étudiants et des enseignants.

Prix du mercenaire : 100 F la journée la semaine dernière à la Faculté des Sciences ; 125 F à la Faculté de Médecine.

Collaborateurs des mercenaires : les instructions aux supplétifs sont fournies par des agents administratifs de certains enseignants qui leur sont désignés à l'avance.

Panoplie des mercenaires : certains sont porteurs de matraques avec instruction de s'en servir avec discrétion. Ce qui n'a pas empêché un chef de travaux pratiques venu faire passer les examens la semaine dernière, M. Emilistzy dont le caractère paisible est bien connu de

ses collègues, d'être frappé à la tête. Cet enseignant, après avoir été soigné à l'Hôpital Cochin, est immobilisé à son domicile, fortement commotionné. Son seul tort fut d'avoir, lors d'une bousculade des supplétifs, protesté contre leur brutalité.

L'OFFICINE RECRUTE

D'ailleurs, d'autres enseignants se sont entendus menacer d'« avoir leur fête au sous-sol » (le sous-sol où se trouve la base opérationnelle des supplétifs).

Dernière précision intéressante : le supplétif repentant a indiqué qu'il avait été mis en place dès 6 h 30 lundi matin, donc bien avant l'arrivée des étudiants et avant le moindre incident.

On mesurera la valeur des promesses d'Edgar Faure indiquant vendredi qu'à partir de lundi les forces de police seraient éloignées ainsi que les supplétifs.

Pendant ce temps, l'officine de Kenp recrutait.



Obst terribile
j'avais tout ce qu'il fallait
pour faire un bon C.R.S.
1/2 ont les yeux de
nos flics que je fais
pas avec étudiants, comme
physique —
même pas vraisemblable
comme officier
qu'il s'est dit

UNIVERSITÉ POPULAIRE : NOUVEAU DÉPART

Après de nombreux reports, L'UNIVERSITÉ POPULAIRE va enfin prendre le départ dans la Région parisienne.

A l'initiative de l'U.N.E.F., l'Uni-Pop a été aussi préparée par certains Comités d'Action dans la limite de leur force et par des travailleurs, syndiqués ou non, intéressés par des contacts étudiant-travailleur. Décentralisés, autonomes, les Uni-Pop. doivent s'implanter en 3 lieux privilégiés, dans une première étape :

— Banlieue et Arrondissements Rive Gauche. La 1^{re} séance aura lieu mardi 24 à 20 h 30, 174, rue Raymond-Losserand.

A cette séance, les participants détermineront eux-mêmes la périodicité des réunions et décideront si l'Uni-Pop doit essaimer en d'autres locaux de banlieue.

Les thèmes suggérés sont :
— Les accords de Grenelle ;
— L'O.R.T.F. ;
— La participation.

— Le Nord-Ouest.

La 1^{re} séance est prévue jeudi 19 à 20 h 30 au Centre Administratif de la Mairie de Colombes. D'autres réunions sont prévues samedi 21 (même endroit) sur le thème de la « Nouvelle Culture », puis, lundi 21, mercredi 23 et vendredi 25 à la Bourse du travail de Colombes.

Une autre Uni-Pop. doit démarrer dans le centre de Paris (Rive Droite). D'autres précisions seront données ultérieurement.

Pour tout renseignement, s'adresser :
— à l'U.N.E.F., 15, rue Soufflot, DAN. 86-01 (l'après-midi).
— à « Action », 52, rue Galande.

NANTERRE : BASE ROUGE

Apeurée par la rentrée universitaire, l'administration de la Cité de Nanterre, contrairement aux années précédentes, laisse fermée la résidence pendant les vacances. Le gouvernement n'oublie pas que le campus, centre de la vie universitaire donc de la vie politique à la faculté, était un des principaux foyers révolutionnaires au printemps dernier. Il ne se contente pas de fermer la Cité mais impose qu'à sa réouverture seules les étudiantes y logent. Ainsi l'isolement de nombreux militants rend impossible toute réunion politique.

A ces mesures de répression, les étudiants répondent par la seule action possible : ils occupent la Cité et l'ouvrent à tous ceux qui ont besoin de se loger : étudiants, travailleurs.

Le lendemain, jeudi 12, les étudiants obtiennent entière satisfaction. Par la bouche d'un émissaire d'Edgar Faure, ils apprennent que la Cité est officiellement réouverte aux étudiants seuls « comme cela était prévu de longue date » et promesse est faite qu'il n'y aura pas de discrimination sexuelle.

Pourtant l'occupation continue.

La possibilité pour les travailleurs de venir coucher à Nanterre pose le problème du logement en termes de luttes de classes. C'est celui des milliers de travailleurs entassés dans les bidonvilles aux abords de Paris et celui des étudiants logés dans de minables chambres, aux loyers exorbitants, face aux 50 000 logements inoccupés de la région parisienne et aux centaines de chambres libres à la résidence.

La Cité devient alors un instrument d'action militante. Elle devient un lieu de réflexion politique où l'on peut trouver le

matériel d'action nécessaire (lieu de réunion, ronéo, atelier de sérigraphie) à la libre expression des libertés politiques et syndicales.

Sur ce plan on peut dire que l'occupation de Nanterre est pour le moment un demi-échec car si l'action elle-même posait le problème d'une manière claire, elle fut mal comprise car le travail d'information politique qui devait l'accompagner ne fut pas fait par les militants.

Quoi qu'il en soit, du point de vue strictement universitaire, le recul de l'administration place les étudiants en position de force à quelques semaines de la rentrée.

C.I.T. : COMPTER SUR SES PROPRES FORCES

Le 3 septembre, la direction de la C.I.T. (1), transmission (Paris XV) a licencié un militant de la C.G.T., Jean-Claude M... Le jeudi 5 septembre, avant même de recevoir sa lettre de licenciement, l'entrée de l'usine lui est interdite, et on refuse de le reclasser dans le cadre de C.G.E. à Paris. En réponse à la répression patronale, un débrayage de quelques heures est organisé par les syndicats C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.G.C. en solidarité avec leur camarade qui avait pris une part active pendant les grèves de mai-juin. Malgré la position de l'inspecteur du travail en faveur du dessinateur, « la direction s'est bloquée sur sa décision, prétextant que dans l'évolution du marché du travail, une direction n'a pas à s'obliger de reclasser son personnel » (tract C.G.T. 4 septembre).

Tout en reconnaissant l'illégalité de ce licenciement la C.G.T., dans un tract du 5 septembre, déclarait : « Nous allons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour empêcher une telle injustice, mais ce qui nous paraît encore plus important, c'est d'alerter vos consciences, c'est de faire voir au grand jour ce que représente pour un patron un travailleur ».

Aujourd'hui Jean-Claude M... est licencié et chômeur.

« Syndicalisme », magazine de septembre de la C.F.D.T. donne une liste de 300 licenciés dont de nombreux délégués C.F.D.T., dans de nombreuses entreprises de toute la France.

Cette liste s'ajoutant aux 925 licenciés de Citroën du 8 juillet, aux 164 licenciés de l'O.R.T.F. (sans compter les pigistes non réembauchés) cités par ailleurs dans ce numéro, la rédaction ne trouve qu'à dire : « Cette liste parle mieux que de longs développements. Elle est « sans commentaire », car ils vont de soi ».

Non nous n'admettons pas ce « sans commentaire » à propos de la répression patronale.

Que proposez-vous aux travailleurs, aux étudiants pour faire face, pour organiser la lutte ?

(1) Filiale de la C.G.E. (Compagnie Générale d'Electricité).

AH ÇA IRA SALAZAR

Qu'il meure ou que son état reste stationnaire, le « docteur » Salazar est un homme fini. La presse bourgeoise du monde entier s'attriste et s'inquiète de la succession. Une crise politique au

Portugal n'arrange pas les capitalistes européens ou américains qui possèdent la moitié du pays ni les « négriers » qui y trouvent une main-d'œuvre exploitable à merci.

Certes on n'attend aucun changement politique de la part du successeur. Mais enfin partout, dans les campagnes, les villes et les prisons du Portugal, dans l'Angola martyrisée, sur les chantiers et dans les bidonvilles de France, la joie du peuple est trop grande, à la nouvelle de la fin du tyran. Quand le peuple se réjouit, cela fait peur à la racaille profiteuse et sanguinaire. Car la fête donne des idées de révolution. Seul peut-être, de Gaulle se frotte les mains : il va avoir l'occasion de vendre du matériel de répression anti-émeutes au gouvernement portugais, qui dès le mois de mai s'est montré fortement intéressé par les casques, matraques et boucliers des policiers du pays qui possède la force de frappe. Pour notre part nous envoyons toutes nos félicitations aux camarades portugais pour qui le jour de deuil national sera le plus beau jour de leur vie.

UN AMÉRICAIN A PARIS

Correspondant à Paris de l'hebdomadaire américain de gauche, le « Guardian », Schofield Coryell avait milité contre la guerre au Vietnam. Fondateur du Comité P.A.C.S. (Comité américain de Paris pour l'arrêt de la guerre au Vietnam), il a été le secrétaire de cette organisation jusqu'en février 1968.

Officieusement, Schofield Coryell est accusé d'avoir organisé à Censier un groupe de déserteurs américains. Cette accusation sans aucun fondement ne saurait masquer les véritables raisons de la décision du ministre de l'Intérieur : poursuivre la campagne d'intimidation contre les étrangers pour leur empêcher toute activité politique, essayer — vainement — de donner consistance à la thèse du complot de l'étranger, se débarrasser d'un journaliste favorable au mouvement de Mai. A Paris, comme à Athènes et à Saigon, l'exercice honnête de la profession de journaliste est « de nature à troubler l'ordre public ».

ABONNEZ-VOUS

Bulletin d'abonnement à renvoyer
à ACTION, 52, rue Galande, PARIS (5^e)

NOM Prénom
Adresse
(Prix : 15 F, par chèque ou mandat-lettre au C.C.P. :
S.N.E.Sup. 7544-66 Paris en mentionnant « Abonnement
ACTION ».

Le directeur de la publication :
Jean-Pierre VIGIER
Grandes Imprimeries « Paris Centre »

142, rue Montmartre
Paris (2^e)
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

UNE NOTE CONFIDENTIELLE DU DOYEN ZAMANSKI

Le Doyen Zamansky (Doyen de la Faculté des Sciences) a envoyé le 4 septembre dernier une lettre de douze pages à l'ensemble du personnel de sa Faculté. La lecture de ce machin nous a inspiré quelques réflexions : l'affaire en vaut la peine.

Evidemment, la première réaction est de stupeur ! Quoi ! On n'était pas accoutumé jusqu'alors à voir un Doyen élu par ses pairs désigner à la vindicte publique ceux d'entre eux dont les positions ne lui plaisent pas. MM. les Professeurs apprécieraient de voir ainsi par exemple leurs collègues Godelement, Schwartz ou Monod, traités pour ainsi dire d'inaptes et de fantaisistes. Le procédé fait assez penser aux démarches du Comité de répression contre les grévistes de l'O.R.T.F. Bref, c'est d'une assez grande stupidité.

Zamansky a fait la part du feu. Il a une politique, qu'il faut tenter de définir, car au-delà de ces gesticulations épistolaires se trouve en réalité posé le problème entier de la fonction d'une Faculté des Sciences dans un état capitaliste avancé. Cette politique semble passer par la dénonciation publique d'un certain nombre de personnes. Cela veut dire aussi qu'on s'appuie sur d'autres. Lesquelles ?

UN SPLENDIDE ISOLEMENT

Les Ministres de l'Education Nationale ? Pas Fouchet, dont il n'est soufflé mot. Pas Peyrefitte, auquel il est reproché de s'être désintéressé du problème des postes à pourvoir. Surtout pas E. Faure, accusé à maintes reprises dans

la lettre, pour avoir ouvert les Facultés sans « garantie », pour être opposé à la sélection, pour tolérer la politique au sein de l'Université. D'autres Doyens ? Celui de la Faculté des Sciences d'Orsay est pris à partie, ainsi que celui de la Faculté des Lettres de Paris (Las Vergnas), pour oser réclamer un encadrement suffisant alors que lui, Zamansky, se contente d'année en année de la pénurie. Les Assistants ? Ils sont irresponsables lorsqu'ils ne sont pas criminels, oubliant qu'ils sont encore élèves, et passent leur temps à jouer dans la rue alors qu'ils devraient travailler dans leur laboratoire... Les Syndicats enseignants ? Zamansky n'aime pas les syndicats, de manière générale. Il n'a qu'un mot pour l'un d'eux, le S.N.E.-Sup, pour le dessiner sous une présentation restrictive qui permet difficilement de comprendre pourquoi sa nocivité fut si grande. Quant aux étudiants, n'en parlons pas. Des adresses précédentes nous les avaient montrés fantômes, inaptes et fantaisistes. Celle-ci nous les dépeint en plus paresseux, prétentieux, irresponsables, logomachiques, et parasites sociaux. Pour eux, ce n'est pas très grave : les injures de Zamansky, il y a longtemps qu'on s'en fait.

Mais on se pose alors une question : si Zamansky écarte les différents ministères (il a raison !), les professeurs qui ne pensent pas bien, les étudiants qui pensent mal et en tout cas ne veulent pas coucher dans sa bergerie, les assistants qui le soutiennent, et les syndicats dès lors qu'ils se montrent actifs, plus quelques Doyens qui ne se rési-

gnent pas au scandale, avec qui Zamansky veut travailler ? Car enfin, ce Sanguinetti de l'Université n'est pas un imbécile. Il vient de commettre une énorme gaffe, soit. Ce n'est pas sans doute sans quelque raison, en escomptant quelques appuis, en visant quelque objectif. Quoi donc ?

LE GROS BON SENS

La réponse, dans un premier temps, va être décevante. Le père Fouettard de la Faculté des Sciences veut plaire au Bourgeois. Pas le grand Bourgeois, ni le petit. Non, le Bourgeois. Celui qui est plein de tranquilles certitudes. Celui qui pense que tout n'allait pas si mal que ça. Celui qui a du bon sens, du gros bon sens. Bref, l'électeur U.D.R. Sans plus. Celui-ci vit sur quelques notions simples, et ce sont celles-là que Zamansky veut redire : les Universités sont faites pour travailler ; la police doit rétablir l'ordre quand celui-ci est troublé ; les études ne sont pas faites pour faire de la politique ; les étudiants n'ont pas à s'occuper de gérer quoi que ce soit dans la Faculté.

Nous trouvons ces platitudes écrites à peu près telles quelles. Le grand Doyen Zamansky voulait depuis longtemps exposer sa philosophie au monde universitaire. Déjà, il y a quelques années, il avait ainsi fait polycopier les bonnes feuilles d'un ouvrage qui ne vit jamais le jour. A intervalles fixes, il éprouve comme ça le besoin de fixer pour la postérité quelques brimborions de sa philosophie. Car il s'agit bien de philosophie.

Zamansky s'adresse réellement à l'électeur U.D.R. Mais formellement, il s'adresse tout de même à une assemblée de profs. C'est ce qui explique le charabia inraisemblable, la phraséologie dix-neuviémiste dont l'auteur se croit tenu d'envelopper ses platitudes. Relisez le texte maintenant : « Un fonctionnaire est payé par l'Etat pour travailler à ce pourquoi il est nommé » (p. 6) ; « l'ordre n'est dans une Société que la manifestation du droit de faire quelque chose, donc par négation logique de ne pas faire n'importe quelle chose » (p. 8) ; « l'Etat est la manifestation organisée de la Nation. Une Nation est d'abord un ensemble d'hommes qui y vivent un grand nombre d'années » (p. 11, la suite de cette bizarrerie conduit à exclure de la gestion de la Nation-Université ceux qui n'y restent pas très longtemps... les étudiants !).

C'est de la philosophie de Grand Magasin. Cette lettre injurieuse, inepte et fantaisiste, écrite dans un français approximatif, ridiculise non seulement Zamansky, mais le Décanat de la Faculté des Sciences en tant qu'institution. Cela ne nous est pas particulièrement intolérable. Mais on pouvait penser jusqu'alors qu'un Doyen avait mieux à faire qu'à polycopier un texte qui semble n'avoir pour seul objet que de revêtir d'un jargon prétentieux les lieux communs universitaires les plus platement conservateurs.

Ce texte a-t-il un autre contenu ? Sa démarche semble aboutir à un appel à dénoncer « l'entreprise totalitaire » qui

menacerait l'Université : en clair, la prise d'assaut des locaux et l'instauration d'une dictature intellectuelle des Enragés sur la Fac. C'est beaucoup d'honneur que vous nous faites, Monsieur Zamansky ; mais en combien faible estime vous semblez tenir tous les hommes et groupements auxquels vous aimeriez réserver aussi vos locaux. Que Diab ! Les judokas que vous prévoyez ne seraient-ils pas de taille à expulser quelque groupuscule ? Leur faudra-t-il le secours de vos Barbouzes ?

Non. Cet appel à la défense de la liberté sonne faux. Cette liberté-là fait un peu penser au monde « libre » vers lequel louche Poujade. Et lorsque Zamansky parle du Droit que chacun doit avoir de travailler, à tout moment, dans l'Université, la formule de « Liberté du travail » n'est pas loin, dont on connaît qui l'emploie, et quand : c'est ça, Zamansky : un patron réac.

UN GRAND MAGASIN ET SES CLIENTS

Nous avons cherché dans la lettre de Zamansky une quelconque hauteur de vue, le début d'un argument inédit, quelque chose ayant un contenu, même discutabile, mais qui puisse servir d'indice pour une réflexion : nous n'avons rien trouvé. Il faut, pour répondre à la question que nous avons posée plus haut, savoir ce que représente Zamansky : le réformisme technocratique de Droite. Au niveau des hommes, cela veut dire

plus Capelle (aujourd'hui) qu'Edgar Faure : et nous laisserons aux échoués le soin de dire si l'opposition à E. Faure venant de ces Messieurs remplit ou non Pompidou d'indignation. Au niveau des thèmes, qui est celui qui nous intéresse, cela signifie qu'il faut certes changer l'Université, mais dans un sens précis. La lettre n'en dit pas grand chose. Mais on aurait tort de n'y voir qu'une méditation sur le bon usage de la police et le mauvais usage des profs. Cette sensationnelle formule, sur le grand magasin, qui a tout pour enchâsser un dessinateur, signifie certes que dans notre libre démocratie, les Intéressés n'ont pas à se mêler de ce qui les regarde. Mais elle veut dire aussi que l'Université de demain devra fonctionner sur les principes qui sont ceux aujourd'hui d'une entreprise industrielle pluri-valente. M. Zamansky n'est sans doute pas un fanatique de l'amendement Vallon : il ne croit pas, et il a raison, que la « participation » de qui que ce soit augmente la rentabilité d'une entreprise capitaliste et l'autorité du chef d'entreprise. Ce qu'il veut, c'est une gestion orthodoxe d'un système d'Universités concurrentielles où les étudiants les plus « doués », les plus « astucieux », iront dans les Facultés de haut renom, les autres se déversant où ils pourront. Sur cette mythologie archaïque du « don » et de la « nature » s'édifiera la Société bureaucratique de demain. C'est un paradoxe, mais d'un point de vue capitaliste, c'est sans doute la meilleure et la seule voie. Nous n'en voulons pas.

En même temps que je mets en ordre les notes qui concernent les événements auxquels j'ai été mêlé en mai, juin et juillet 1968 (...), j'ai jugé nécessaire d'informer la Faculté de quelques faits propres à éclairer le jugement de tous (...). Je rappelle aussi quelques notions élémentaires que certains hommes en France ont peut-être oubliées. (...) J'écris aussi que je n'ai eu à aucun moment mauvaise conscience ces derniers mois (...). Nous avons vu dire vrai et nous nous en dire non. C'est ce que je fais aujourd'hui encore.

Le Ministre a déclaré qu'il n'y aurait aucune sélection. Je ne pourrais donc endosser aucune responsabilité des conséquences de cette décision. Il faut donc dire encore une fois qu'on se résigne à « la sélection par l'échec ». Cette sélection a été condamnée depuis des années mais la plupart de ceux qui la blâmaient n'allaient guère plus loin. Certains préfèrent la lassitude des candidats à leur propre courage. D'autres refusent de comprendre que mieux vaut mettre fin à des études après une ou deux années sans résultat plutôt qu'après trois ou quatre ; au moins l'intéressé aurait un an ou deux de plus pour changer de voie. Mais il y a plus grave. Obliger les Facultés actuelles à accueillir n'importe qui, faire des enseignements de premier cycle (qui tout en restant sous contrôle universitaire devraient ne plus peser sur l'Université) un monstre où les relations humaines deviennent de plus en plus difficiles, où les professeurs, maîtres-assistants et assistants passent une partie trop considérable de leur temps, sans grand résultat en raison du niveau intellectuel moyen des étudiants, c'est de plus en plus compromettre le travail scientifique des laboratoires de recherche qui assurent actuellement la recherche fondamentale, clé de voûte d'un système cohérent. (...)

Il faut que la France sache une fois encore que la ruine scientifique (au sens large) de l'Université est sa propre ruine.

RUINE SCIENTIFIQUE
Je m'appelle ZAM

DU COMPORTEMENT DE QUELQUES PROFESSEURS DE LA FACULTE

Les difficultés que nous avons connues, celles qu'a connues l'Université de Paris et d'autres par contrecoup, ont été en partie créées et entretenues par quelques professeurs et maîtres de conférences de notre Faculté qui sont allés se joindre à bien d'autres collègues d'autres établissements. Il s'agit principalement d'un noyau de mathématiciens et de quelques physiciens. Ce sont des hommes fort éminents dans leur partie certes, mais dont l'attitude est incompréhensible. Les cours qu'ils professent en second cycle peuvent à peine être suivis par des normaliens et quelques polytechniciens parmi les meilleurs. Ils paraissent oublier que les étudiants qui viennent à eux sont pour une part importante d'origine modeste, que les études secondaires ne leur ont pas permis d'entrer dans les classes de mathématiques spéciales et que certains pourraient devenir d'excellents étudiants si on s'intéressait vraiment à eux. Ils parlent beaucoup des débouchés mais ne s'y intéressent pas personnellement, tandis que presque tous les professeurs et maîtres de conférences de notre Faculté s'efforcent de donner une situation aux étudiants qui s'adressent à eux, même s'il faut pour ce faire, prendre langue avec l'industrie privée, ce qui apparaît à certains « purs » la pire échéance !

Monsieur GODEMENT estime que son rôle ne peut pas être de refuser un étudiant à un examen car ce serait procéder à une sélection qui à son avis incombe à l'industrie ! Il me paraît encore plus grave que MM. CHEVALLEY, MORTCHANE, SAINT-JAMES aient manqué (inconsciemment, je voudrais le croire) la démagogie, entretenu le désordre, bercé et berné des étudiants d'illusions et les aient entraînés dans une voie qui ne mène à rien.

On pourrait en dire de même de M. SCHWARTZ à qui on devrait demander comment il fait aller de pair son désir bien connu d'une sélection très sévère et la caution trop souvent publique qu'il donne à une fausse démocratisation de l'Université.

Quant à M. MONOD, partisan de la suppression des chaires et de leur remplacement par des départements (à condition, bien entendu, d'avoir une chaire au Collège de France) ses actes méritent mention. L'été 1967 il jugeait que les trois quarts des étudiants désireux de s'inscrire en biochimie n'étaient pas à leur place dans son service, ni même à la Faculté. Il le répéta aux étudiants en octobre et fit ce qu'il put pour en décourager le plus possible. Puis il alla professer au Collège de France ce qui lui permit de ne plus avoir de responsabilités dans la Faculté. Cela ne l'empêcha pas de verser allégrement et sans rationalité dans la démagogie, jusqu'au moment où, dès le mois de juin, comme quelques autres, il pensa que ses engagements à l'étranger étaient plus importants que le triomphe d'une « révolution ».

DE QUELQUES MAITRES-ASSISTANTS ET ASSISTANTS

Le service des maîtres-assistants et assistants est tel qu'ils peuvent consacrer un long temps au laboratoire ; c'est ce qu'ils font en général. Mais quelques-uns ont usé du temps qu'on leur a donné au laboratoire de recherche à tout autre chose que ce qu'ils ont fait. Ils ont oublié qu'un fonctionnaire est payé par l'Etat pour travailler à ce pour quoi il est nommé. Ils avaient ainsi le temps de prêter la destruction de la société en se servant d'étudiants pour lesquels, quelques semaines plus tôt, ils ne cachaient pas leur mépris ; ne serait-ce qu'en jugeant qu'ils n'ont pas à corriger de problèmes ou surveiller des examens.

DES ETUDIANTS

On connaît les chiffres. On sait assez bien qu'un noyau d'étudiants mène un jeu ou quel sans méfiance se prêtent quelques centaines parmi des dizaines de milliers. On sait aussi que moins du quart des étudiants (encore n'ai-je pas compté ceux du C.P.E.M., ni ceux de psychologie) participent à des « élections ». Ce qu'on ne sait pas c'est l'âge moyen de ceux qui furent élus et qui « représentent » leurs camarades : 23 ans en 1^{er} cycle, 24 ans en 2^e cycle. Il est intéressant de connaître l'âge moyen de ceux qui les élisent. Et encore étudiant en 1^{er} cycle quelque quatre ou cinq ans après avoir été reçu au baccalauréat, être étudiant en 2^e cycle à 24 ans ou plus, être titulaire d'une fiche de scolarité où on ne voit guère que les marques du tampon « éliminé » et représenter les étudiants de sa catégorie, voilà une preuve supplémentaire et inattendue de la sagesse de la Faculté de Sciences de Paris, le seul, à dit non le 12 juin 1968, à ce qui veut encore s'appeler Université d'Etat.

Il est vrai que le bon sens aurait dû faire penser que seuls ces étudiants pouvaient avoir le temps de faire autre chose que des études qu'ils sont du reste incapables de mener à bien. J'ai voulu croire pendant quelques jours que les étudiants qui, aidés de quelques autres personnages, demandaient pile-mêle : démocratisation, cogestion, liberté politique, contrôle des connaissances, pouvoir étudiant, portaient un peu d'intérêt à l'Université à travers une logomachie assez vide et malgré des preuves évidentes d'inaptitude à des études quelconques. En réalité, l'Université ne les intéresse pas ; tout se résume à vouloir sous l'étiquette de liberté politique créer une dictature de pensée. Et le corps professoral de la Faculté des Sciences de Paris, le seul, à dit non le 12 juin 1968, à ce qui veut encore s'appeler Université d'Etat.

DE L'INVOLABILITE DE L'UNIVERSITE

Voici un mot magique dont il faut bien parler. J'essaie d'en parler avec raison sachant cependant que pour quelques-uns la raison n'a que faire : ceux qui reprochaient aux forces de l'ordre de contraindre les manifestants à quitter les rues, ceux qui ne reconnaissent pas qu'incendier des voitures, dévaster les rues et élever des barricades sont des actes de brutalité, ceux qui en mai et juin ont agité des axiomes, faute de pouvoir faire quelque chose d'intelligible, ceux qui défendaient l'inviolabilité de l'Université c'est-à-dire dans leur esprit pour eux seuls le droit de parler, les autres, comme l'a dit le secrétaire général d'un syndicat-croupion dit SNEsup, n'étant que des fascistes.

Il est facile à tout universitaire de rappeler l'origine de ce qu'on appelle l'inviolabilité de l'Université. Donc, cela est inutile. Derrière le mot inviolabilité on doit dis-

cerner deux problèmes : celui d'un minimum d'ordre (ou un maximum tolérable de désordre), celui de la liberté.

L'ordre n'est dans une société que la manifestation du droit de faire certaines choses ; donc, par négation logique, de ne pas faire n'importe quelle chose. La seconde formulation peut rendre nécessaire une contrainte.

Etat sans police et sont évidemment incapables d'expliquer comment serait mis fin à un désordre quelconque. Ainsi il n'est que deux solutions : ou bien la Faculté a une police intérieure placée sous l'autorité du doyen qui représente le corps professoral, ou bien elle doit faire appel en cas de besoin à la police de la Nation. De plus, il est clair que si existe une police

L'ORDRE N'EST DANS UNE SOCIÉTÉ QUE LA MANIFESTATION DU DROIT DE FAIRE CERTAINES CHOSES..

PAR EXEMPLE ?

LE DROIT DE SE TAIRE.

WOLINSKI

Par exemple, en novembre 1967, certain professeur de la Faculté submergé par un charivari provoqué à son cours par des étudiants (?) n'appartenant pas à la Faculté, conseilla lâchement aux jeunes gens « d'aller chez le Doyen ». Comme le doyen et plus encore le personnel de son secrétariat n'avaient même plus la liberté de mouvement, la police vint à l'appel du doyen. Le professeur reprocha véhémentement au doyen d'avoir appelé la police. C'est un exemple type d'un comportement à la fois inconscient, malhonnête et hypocrite.

Dans une Faculté, le droit de faire quelque chose ou quelques choses est d'abord pour un professeur celui de faire son cours, pour un étudiant d'entendre le cours, de poser des questions, d'aller au laboratoire. Ce droit n'est pas une manifestation des libertés élémentaires. Si ces libertés élémentaires ne sont pas assurées, quel sens peut avoir le concept de liberté d'expression qui pour quelques-uns n'est que la liberté de leur propagande politique et de leur dictature.

Supposons un instant (mais un instant seulement) que la Faculté est un Etat muni de son organisation propre. Cet état aurait donc son armée, sa gendarmerie, sa police, l'Etat est la manifestation organisée d'une Nation. Une Nation est d'abord un ensemble d'hommes qui y vivent un grand nombre d'années. Dans la Faculté-Nation, le noyau de longue durée est le corps professoral ; à un degré moindre, les autres parties du corps enseignant ; quant aux étudiants (les vrais !) ils y vivent que quatre à six ans. Comme de plus il est admis que la Nation est organisée démocratiquement, la direction de l'Etat doit donc être assurée par le corps professoral et en fin de compte par le doyen que ce corps a élu.

Si une atteinte à la liberté de faire cours, de travailler au laboratoire, de se présenter à un examen, devient patente, on doit faire appel à la police de l'Etat ; car on ne peut prêter aucune oreille à ceux qui veulent un

matériels qu'ils en tirent sans lui en fournir aucun, qui ne seront capables d'aucun métier et dont beaucoup auraient dû laisser la place à des jeunes gens que le sort, la fortune ou l'origine sociale a défavorisés.

On n'accorde aucun crédit à ceux qui ont aidé les précédents, quelle que soit leur fonction dans l'Université (de l'Ecole primaire à l'enseignement supérieur ou au C.N.R.S.), dans des organisations syndicales ou des associations de parents.

Il n'est pas de démocratie sans sélection par les aptitudes et les talents. Imposer à l'Université de ne refuser aucun bachelier, faire aller du même pas tous les enfants dès la classe de sixième c'est accepter qu'en 1975 un million de jeunes gens soient étudiants au sens actuel et dont plus de la moitié, peut-être les trois quarts seront sans métier, sans emploi.

L'Education Nationale ne peut être un officine de chômage camouflé.

L'Université ne peut pas être indépendante de l'économie, ni de la société puisqu'elle influe sur elles directement ou indirectement. L'une de ses missions est de transmettre connaissance, réflexions, culture, matériels qu'ils en tirent sans lui en fournir aucun, qui ne seront capables d'aucun métier et dont beaucoup auraient dû laisser la place à des jeunes gens que le sort, la fortune ou l'origine sociale a défavorisés.

Quant à la liberté elle n'est qu'une échelle de valeurs. Si la valeur première est celle de proclamer les pires énormités et d'obliger les autres à les accepter, on définit ainsi une notion de liberté ; elle ne peut être la nôtre. Ceux qui parlent de liberté d'expression politique ou de liberté politique ne savent pas ce qu'est la liberté, celle des hommes, celle d'une Nation. Peut-être parce qu'ils en jouissent, en abusent et ne connaissent pas le prix de la liberté, n'ont pas connu ou pas voulu connaître le prix de la liberté quand elle était en danger de mort.

L'invocabilité de l'Université est donc d'abord la garantie que les libertés élémentaires sont assurées.

Quant à la liberté elle n'est qu'une échelle de valeurs. Si la valeur première est celle de proclamer les pires énormités et d'obliger les autres à les accepter, on définit ainsi une notion de liberté ; elle ne peut être la nôtre. Ceux qui parlent de liberté d'expression politique ou de liberté politique ne savent pas ce qu'est la liberté, celle des hommes, celle d'une Nation. Peut-être parce qu'ils en jouissent, en abusent et ne connaissent pas le prix de la liberté, n'ont pas connu ou pas voulu connaître le prix de la liberté quand elle était en danger de mort.

Quant à la liberté elle n'est qu'une échelle de valeurs. Si la valeur première est celle de proclamer les pires énormités et d'obliger les autres à les accepter, on définit ainsi une notion de liberté ; elle ne peut être la nôtre. Ceux qui parlent de liberté d'expression politique ou de liberté politique ne savent pas ce qu'est la liberté, celle des hommes, celle d'une Nation. Peut-être parce qu'ils en jouissent, en abusent et ne connaissent pas le prix de la liberté, n'ont pas connu ou pas voulu connaître le prix de la liberté quand elle était en danger de mort.

DE QUELQUES PRINCIPES EN FORME DE CONCLUSION

Depuis plus de dix ans j'ai analysé et critiqué de nombreuses parties de l'Education Nationale. Je me suis efforcé de proposer des solutions.

Aujourd'hui mes propositions sont négatives. 1° On n'accepte pas pour chefs « spirituels » ou maîtres à penser ces étudiants qui plusieurs années après le baccalauréat n'ont encore donné aucune preuve d'aucun talent sinon celui de détruire, qui ont jeté dans les rues des adolescents de quatorze ou quinze ans, qui vivent aux crochets de la société par les avantages

JE M'INTERESSE A LA REVOLUTION.

CE N'EST PAS COMMERCIAL.

W.

un Etat dans l'Etat, à détruire l'autorité, à diluer les responsabilités ou à permettre, à partir de formes d'apparence démocratique, l'installation d'une dictature d'autant plus dangereuse que le dictateur à son gré la rendra anonyme.

Peut-être l'affaire la plus grave est celle qui porte des titres divers et voisins : liberté politique, liberté d'expression politique, de propagande politique, que certains voudraient inscrire dans une loi-programme.

On sait aujourd'hui qu'il s'agit pour un petit groupe d'hommes d'obtenir pour eux seuls le droit d'endoctriner à leur manière et non de permettre les discussions politiques (c'est-à-dire celles qui portent sur « la vie de la cité » et qui ont toujours eu lieu) mais bien au contraire de les interdire. Tant que ces hommes n'auront pas désarmé et ne seront pas désarmés, tant que ne seront pas assurées d'abord les libertés élémentaires, aucune promesse ne doit être faite.

Leur donner satisfaction serait, sous couvert de liberté, leur accorder un impérialisme intellectuel dont l'Université serait peu à peu le temple et dont ils seraient seuls à user afin de déformer toute la jeunesse.

CAMP DE CONCENTRATION

UN GRAND MAGASIN N'EST PAS GÉRÉ PAR SES CLIENTS.

WOLINSKI

désintéressés, mais ce n'est qu'une de ses missions. Il faut admettre que si intéressantes que soient des activités de l'esprit, beaucoup d'entre elles ne permettent une activité sociale qu'à un petit nombre. Que tous les Français qui en sont capables s'intéressent à la sociologie, à la psychologie, à la biologie peut être bon. Je ne vois pas comment tous peuvent en vivre.

Que chacun à son niveau et selon sa compétence participe de plus en plus à l'orientation, voire la direction des affaires, cela est bon. Mais un étudiant n'a pas à intervenir dans des domaines qui lui sont inconnus. Un assistant doit assumer pleinement les responsabilités qui sont ou doivent être les siennes et ne pas oublier qu'il est encore élève.

L'expression : organisation, gestion, parler n'a aucun sens en soi. Elle peut en avoir selon les thèmes et les domaines.

UN GRAND MAGASIN N'EST PAS GERE PAR SES CLIENTS

Toute organisation de l'Education Nationale, toute réforme d'une de ses parties engage peu ou prou ce que la France sera dans trente ans. Elles ne peuvent consacrer un état faux ou absurde, moins encore consacrer des hommes qui créent ou entretiennent cet état.

L'autonomie est le droit de choisir, de décider et d'exécuter, donc ne se sépare pas du devoir d'être responsable vis-à-vis de ceux qui vous donnent cette autonomie et de ceux en faveur de qui on l'exerce. Mais l'autonomie d'un organisme ne consiste pas à en faire

JE ME SUIS COGNE A UNE RUINE SCIENTIFIQUE.

WOLINSKI

Les libéraux seront-ils aujourd'hui encore ceux qui aideront à tuer la liberté ?

24-30 août 1968, Marc ZAMANSKY.

JEUNESSE DÉFORMÉE

JE ME SUIS COGNE A UNE RUINE SCIENTIFIQUE.

WOLINSKI